

REUNION PUBLIQUE DU COMITE D'AULNAY-SOUS-BOIS

VENDREDI 20 JANVIER 2017 à 19h30

Salle Dumont (face à la gare RER d'Aulnay, Bd Gallieni)

1917-2017 : la réunion sera suivie d'une galette républicaine en hommage aux révolutions russes de 1917

La devise du POID est : "Pour la démocratie, la République, le socialisme"

Venez débattre des propositions contenues dans l'appel du Conseil Fédéral National du POID :

La démocratie :

Que signifie le combat pour une Assemblée constituante ? Pourquoi faut-il en finir avec les institutions de la Ve République ? Et rompre avec l'Union européenne ?

La république :

Comment reconquérir tous les droits perdus ? Et en particulier la laïcité authentique ?

Le socialisme :

En cette année 2017, 100e anniversaire de la révolution d'octobre 1917, ne faut-il pas , comme l'a fait en Russie le parti de Lénine dirigeant les masses révolutionnaires d'ouvriers, paysans et soldats, socialiser les grands moyens de production et d'échange, les banques ?

La production ne doit-elle pas enfin devenir propriété du plus grand nombre ?

REJOIGNEZ LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT DEMOCRATIQUE !

Vous lirez page 2 : la position du POID d'Aulnay sur le projet de Colisée soutenu par "Terres d'envol" présidé par Bruno Beschizza, notre exigence d'abrogation de la loi Notre et de la Métropole du Grand Paris, le retour à la souveraineté des communes.

page 3 : un article sur la grève et la manifestation des employés communaux d'Aulnay, avec leur syndicat, le 15 décembre 2016.

page 4 : le calendrier des activités du POID en 2017, dans le combat pour la rupture avec l'UE et la Ve Rép.

Le Parisien du jeudi 22 décembre 2016 nous apprend que le conseil de territoire de Terres d'envol (constitué des communes de Sevrans, Aulnay, Le Blanc Mesnil, Villepinte, Drancy, Dugny, Le Bourget, Tremblay-en-France) a adopté la décision de confier à l'entreprise Eiffage la construction et la gestion d'un dôme sportif et culturel, dénommé La Coupole, à Tremblay en France, à proximité de l'aéroport de Roissy. Le coût du chantier est estimé à 100 millions d'euros.

Rappelons que le Maire d'Aulnay, président de Terre d'Envol, avait déjà fait voter par sa majorité le 16 octobre la décision de gérer en délégation de service public (DSP) - c'est - à-dire par une entreprise privée- deux crèches d'Aulnay (la crèche Clément Mentrel et la crèche la Bourdonnais)

Une nouvelle fois, le maire d'Aulnay, a recours au privé - cette fois ci avec l'accord des 7 autres maires de Terres d'Envol, quelle que soit leur étiquette politique, de LR, au PCF, (les écologistes s'abstenant) pour ce projet de Colisée qui devrait ouvrir en 2019. C'est en fait un Partenariat Public- Privé. Terres d'envol paierait chaque année un loyer de 3 millions d'euros à Eiffage, autrement dit les contribuables des huit communes.

La position du POID d'Aulnay :

- Au delà de la pertinence d'un tel "grand projet" (après Aéroville, Europacity, ...) , il faut constater que tous les maires, quelle que soit leur étiquette, et M. Beschizza en particulier à Aulnay, réduisent les budgets municipaux, privatisent des services entiers, ne remplacent pas les départs, appliquent la RGPP, attaquent les statuts , entraînant la baisse des services publics municipaux . Par contre, ils trouvent 100 millions pour ce projet !

Au lieu de dénoncer et combattre en faisant appel aux citoyens un gouvernement qui a retiré 11 milliards d'euros aux collectivités territoriales, ils choisissent tous de s'en prendre en particulier aux employés municipaux.

- A aucun moment le maire d'Aulnay n'a consulté son conseil municipal sur ce projet "Colisée". Le conseil du territoire "Terres d'envol" (66 membres désignés par les 8 conseils municipaux) décide seul. La loi Notre, votée sous le gouvernement Hollande-Valls, a mis en place les métropoles comme la Métropole du Grand Paris (M.G.P.), qui dessaisissent les conseils municipaux et les maires élus de leurs prérogatives. Et la M.G.P. est une véritable aubaine pour les géants du bâtiment comme Bouygues ou Eiffage.

Il faut abroger la loi Notre, revenir aux 36 000 communes issues de la Révolution française.

- **Et reconquérir la démocratie communale, en finir avec la réduction des déficits publics par les privatisations** et les attaques contre les personnels exige **la rupture avec l'Union européenne** et sa concurrence libre et non faussée.

Ce sont ces slogans qu'ont repris les 250 employés communaux grévistes, rassemblés devant l'hôtel de ville d'Aulnay ce jeudi 15 décembre au matin, à l'initiative du syndicat FO . Une délégation a été reçue par la municipalité et en a fait un compte-rendu : *"ils ne lâchent rien, nous non plus on ne lâchera rien !"*

La veille de la grève du 15 décembre, le maire L.R. Beschizza avait fait adopter par sa majorité au conseil municipal (PS et PCF votant contre) les mesures contestées par les employés communaux et leurs syndicats :

- un nouveau régime indemnitaire : baisse du régime indemnitaire au 11e jour d'arrêt maladie, ce qui représente une perte de près de 7 € par jour pour les plus petits salaires (propos recueillis par le Parisien auprès d'un responsable syndical). Pour la 1ere maire-adjointe, Séverine Maroun, cette mesure est justifiée par "la lutte contre l'absentéisme".

- la suppression de jours de congés octroyés en cas d'événements familiaux (mariage, décès,...)

- un nouveau régime indemnitaire (1) aux critères flous, *"aucune grille de lecture n'ayant été communiquée"*, *"on sait juste qu'il s'agit de régression sociale"* déclare FO.

Un employé communal explique : *"dans mon service, nous sommes 9 grévistes sur 15. Il faut savoir que des représentants de la majorité municipale sont passés hier dans tous les services, dénonçant la grève, expliquant que dans chaque service les nouvelles mesures seraient discutées et faisant pression sur les directeurs de service pour que ceux-ci essaient d'empêcher les salariés de faire grève."*

"la municipalité a mis en place les "écoles-test" dans les offices de restauration scolaire. Les remplaçants volants sont supprimés sur chaque école, en échange de la stabilité de l'équipe. Sur mon école, on est passé ainsi de 4 à 3 agents. Sur la ville, cela correspond à 25 postes en moins sur les offices."

Et dans sa prise de parole, l'un des responsables FO a rappelé que la précédente municipalité Segura (PS) avait déjà supprimé les trois jours dits de "bon soldat" permettant de partir plus tôt en retraite (3 jours de travail en moins par année de travail).

Un responsable a lancé : ***"grève générale des communaux. Tous en grève le 12 janvier ! On reviendra plus nombreux !"***

Il y a près d'un mois, une centaine de personnels de la petite enfance étaient en grève et manifestaient devant l'hôtel de ville, à l'appel de la CGT. Ils dénonçaient notamment la décision du maire de privatiser 2 crèches. La question de l'unité, nécessaire pour faire reculer la municipalité Beschizza, est posée.

(1) ce nouveau régime indemnitaire s'appelle le RIFSEEP : Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. Tout un programme de primes à la tête du client et de remise en cause du statut ! C'est l'application du protocole PPCR (parcours professionnels, carrières, rémunérations) que FO, CGT, Solidaires ont refusé de signer , contrairement à la FSU, la CFDT, l'UNSA.

Lors de la Conférence de 504 délégués (POID, PCF, PG, syndicalistes, élus) le 5 novembre dernier a été constitué **un Mouvement pour la Rupture avec l'Union européenne et la Ve République.**

Nous nous fixons d'obtenir 30 000 signatures sur l'engagement pour la rupture.

Le comité du POID d'Aulnay a collecté 185 signatures à ce jour (le 26/12/2016) et se fixe au moins 300 signatures.

Avec les signataires pour la rupture, nous préparons :

SAMEDI 11 MARS 2017 : Assemblée de 500 femmes (et aussi d'hommes) , à l'Espace Charenton à Paris.

Elle commémorera la révolution russe de 1917 et rappellera le rôle joué par les femmes dans cette révolution.

Elle sera aussi une assemblée militante pour dénoncer :

le rétablissement du travail de nuit des femmes, la remise en cause du droit à l'IVG, l'insuffisance du nombre de places en crèches, le travail précaire ...

SAMEDI 18 MARS 1917 : RASSEMBLEMENT AU MUR DES FEDERES (cimetière du Père Lachaise à Paris)

Le 18 mars commençait l'insurrection des ouvriers parisiens qui mettait en place le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, la Commune de Paris.

Nous voulons être 2000 à ce rassemblement pour affirmer que les mesures prises par les Communards, qu'un gouvernement ouvrier, sont toujours d'actualité.

Objectif pour Aulnay : 30 participant(e)s.

DIMANCHE 11 JUIN 2017 : premier tour des élections législatives

Le POID a décidé de ne pas présenter de candidat aux élections présidentielles, mais d'en présenter le maximum aux législatives .

Dans la circonscription Aulnay, Pavillons- Sous -Bois, Bondy - Est, nous avons décidé de présenter un candidat (e) et son (sa) suppléant(e).

Cette candidature doit nous aider à populariser le combat pour la rupture avec l'Union européenne, à présenter nos propositions pour défendre et reconquérir les services publics. Et à construire le POID !

Et pour construire le POID, pas de meilleur moyen que de vendre son journal, la Tribune des Travailleurs. A Aulnay, nous avons abonné 38 personnes et nous vendons une dizaine de numéros, notamment sur les marchés.

Pour augmenter la vente, en janvier, chaque adhérent qui veut vendre le journal aura un carnet de "volontaire diffuseur".

LE POID D'AULNAY-SOUS -BOIS VOUS SOUHAITE SES MEILLEURS VOEUX POUR 1917 !